

Situation Mensuelle de l'Etat



Février 2018



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -28,480 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2018 s'élève à -28,480 Md€ contre -21,474 Md€ à fin février 2017. Cette évolution (-7,006 Md€) s'explique par une hausse des dépenses nettes de

0,431 Md€, une baisse des recettes nettes de 1,923 Md€ et une variation du solde des comptes spéciaux de -4,652 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 53,767 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,816 Md€, dont 2,771 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,834 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 2,948 Md€, notamment au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » (1,681 Md€) ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,217 Md€, dont 1,205 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » et 0,944 Md€ au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,003 Md€, notamment au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,132 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin février 2018 s'élèvent à 53,767 Md€ contre 53,336 Md€ à fin février 2017. Cette évolution (+0,431 Md€) résulte notamment de la hausse des dépenses d'investissement (+0,562 Md€) et des dépenses de fonctionnement (+0,320 Md€, principalement au titre de la mission « Investissements d'avenir »), compensée en partie

✓ Mission **Cohésion des territoires** : 1,783 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,746 Md€) ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,594 Md€, dont 0,859 Md€ au titre du programme « Police nationale » et 0,700 Md€ au titre du programme « Gendarmerie nationale » ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,569 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,066 Md€) ;

✓ Mission **Investissements d'avenir** : 0,919 Md€, principalement au titre du programme « Accélération de la modernisation des entreprises » (0,615 Md€).

par la baisse des dépenses d'intervention (-0,460 Md€, essentiellement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » en raison d'une modification de l'échéancier des versements de l'Etat à l'ACOSS).

Recettes du budget général (nettes de R&D*) : 39,425 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R&D*)

IR : 13,001 Md€ (notamment dus à l'encaissement du 1^{er} acompte provisionnel et à la mensualisation de février) ;

TVA : 10,870 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,179 Md€, dont 0,925 Md€ de droits de mutations à titre gratuit et 0,529 Md€ au titre des autres taxes intérieures (majoritairement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : -0,696 Md€ en raison de reversements de TICPE au profit du CAS « Transition énergétique » pour 2,363 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -2,559 Md€, dont -2,051 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -2,851 Md€.

* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R&D*) : 48,072 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin février 2018 s'élèvent à 48,072 Md€ contre 49,264 Md€ à fin février 2017. Cette évolution (-1,192 Md€) s'explique notamment par des remboursements et dégrèvements plus élevés de 2,582 Md€ par rapport à février 2017 (dont 1,669 Md€ de remboursement de la contribution de 3% sur les dividendes distribués) et par la baisse des recettes

de TICPE pour 0,919 Md€.

Cette diminution est partiellement compensée par la hausse des recettes de TVA pour 1,144 Md€, d'IR pour 0,353 Md€ et des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 0,335 Md€.

Recettes non fiscales : 0,665 Md€

Les recettes non fiscales à fin février 2018 s'élèvent à 0,665 Md€ contre 0,781 Md€ à fin février 2017.

L'ensemble des lignes de recettes reste stable, ce qui explique cette variation contenue (-0,116 Md€).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -9,509 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -9,509 Md€ à fin février 2018 contre -9,384 Md€ à fin février 2017. Cette évolution (-0,125 Md€) s'explique par des versements à l'Union européenne en hausse de 1,117 Md€, conformément à la LFI 2018.

Cette augmentation est partiellement compensée par des prélèvements au profit des collectivités territoriales en baisse de 0,993 Md€ (en particulier au titre de la DGF, en diminution de 1,022 Md€), conformément à la LFI 2018.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -14,138 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,386 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,423 Md€.

Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » affiche des dépenses pour 8,105 Md€ correspondant à des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune.

A fin février 2018, le solde des comptes spéciaux s'établit à -14,138 Md€ contre -9,486 Md€ à fin février 2017.

Cette variation (-4,652 Md€) s'explique essentiellement par la diminution du solde des comptes de commerce (-3,533 Md€, principalement le compte

Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses pour 1,754 Md€ dans le cadre du soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques et des recettes pour 2,363 Md€ dues aux versements de TICPE.

Le compte « **Participations financières de l'Etat** » mentionne des recettes pour 0,700 Md€ suite à l'abondement du budget général via la mission « Investissements d'avenir ».

« Soutien financier au commerce extérieur » en baisse de -3,853 Md€ en raison du versement du solde du compte de la COFACE en 2017) et des comptes de concours financiers (-1,210 Md€ en raison des avances versées à l'ASP).

Dettes financières de l'Etat au 28 février : 1 711,674 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année concernent les OAT (émissions nettes de

remboursements de 14,822 Md€) et les BTF (émissions nettes de 3,863 Md€).

* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



	Mois	Cumul à fin février		Renvoi Page	
	Février	2018	2017 retraité 2017 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-17 724	-28 480	-21 474	-21 474	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	24 249	53 767	53 336	53 336	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	17 869	39 425	41 348	41 348	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	13 001	17 903	17 550	17 550	
- IS *	-768	-917	-987	-987	
- TVA	10 870	28 068	26 924	26 924	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-11 344	-14 138	-9 486	-9 486	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 865	103 211			16
Dettes financières de l'Etat	-3 783	1 711 674			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Dépenses de personnel	10 636	21 896	21 775	21 775
Dépenses de fonctionnement	4 451	10 545	10 225	10 225
Charges de la dette de l'Etat	32	263	244	244
Dépenses d'investissement	799	2 298	1 736	1 736
Dépenses d'intervention	8 164	17 520	17 980	17 980
Dépenses d'opérations financières	167	253	384	384
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	24 249	53 767	53 336	53 336
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	22 851	48 072	49 264	49 264
Recettes non fiscales	320	665	781	781
Prélèvements sur recettes	-5 410	-9 509	-9 384	-9 384
Fonds de concours	108	198	687	687
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	17 869	39 425	41 348	41 348
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	23 278	48 934	50 732	50 732
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-6 381	-14 342	-11 988	-11 988
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 513	3 619	3 556	3 556
Solde des comptes de concours financiers	-13 147	-18 159	-16 949	-16 949
Solde des comptes de commerce	310	411	3 944	3 944
Solde des comptes d'opérations monétaires	-69	-75	13	13
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-11 344	-14 138	-9 486	-9 486
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-17 724	-28 480	-21 474	-21 474



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 636	21 896	21 775	21 775
Rémunérations d'activité	6 190	12 487	12 175	12 175
Cotisations et contributions sociales	4 396	9 307	9 480	9 480
Prestations sociales et allocations diverses	50	101	120	120
AUTRES TITRES	13 614	31 871	31 561	31 561
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 451	10 545	10 225	10 225
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 435	4 212	3 728	3 728
Subventions pour charges de service public	2 017	6 333	6 498	6 498
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	32	263	244	244
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	32	263	244	244
Titre 5 - Dépenses d'investissement	799	2 298	1 736	1 736
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	603	1 649	1 093	1 093
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	196	649	643	643
Titre 6 - Dépenses d'intervention	8 164	17 520	17 980	17 980
Transferts aux ménages	4 872	10 235	9 907	9 907
Transferts aux entreprises	1 681	2 719	3 465	3 465
Transferts aux collectivités territoriales	249	621	635	635
Transferts aux autres collectivités	1 362	3 939	3 968	3 968
Appels en garantie	0	7	6	6
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	167	253	384	384
Prêts et avances	24	25	276	276
Dotations en fonds propres	20	29	27	27
Dépenses de participations financières	123	199	81	81
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	24 249	53 767	53 336	53 336



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2018		Cumul à fin février 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Fonds pour la transformation de l'action publique ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	222	155	784	501	382
Action de la France en Europe et dans le monde	93	72	304	215	214
Diplomatie culturelle et d'influence	108	65	370	181	132
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	19	110	105	36
Présidence française du G7 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	263	249	477	461	397
Administration territoriale	136	130	271	256	259
Vie politique, culturelle et associative	58	54	59	54	4
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	69	66	147	150	134
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	230	235	547	452	459
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture ⁽²⁾	127	141	365	283	280
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	49	47	79	75	79
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	54	47	103	94	100
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	50	139	450	614	506
Aide économique et financière au développement	9	124	9	200	107
Solidarité à l'égard des pays en développement	41	15	441	414	399
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	26	38	1 722	1 661	1 648
Liens entre la Nation et son armée	9	3	12	4	5
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	17	27	1 688	1 642	1 628
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	7	22	15	15
COHESION DES TERRITOIRES ⁽³⁾	95	1 783	13 892	3 550	3 679
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	85	25	85	26	149
Aide à l'accès au logement	0	1 746	13 811	3 493	3 481
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	-1	3	-16	4	10
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	8	7	-2	9	11
Interventions territoriales de l'Etat	1	1	-1	5	4
Politique de la ville	1	0	15	14	24
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	46	50	142	136	132
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	29	33	66	63	59
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	36	34	33
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	293	203	566	326	340
Patrimoines	39	58	173	97	118
Création	127	38	150	47	37
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	127	107	243	182	186
DEFENSE	2 487	2 948	5 894	7 346	7 852
Environnement et prospective de la politique de défense	44	90	113	241	307
Préparation et emploi des forces	644	715	1 545	1 406	1 406
Soutien de la politique de la défense	1 695	1 681	3 827	3 777	4 161
Equipement des forces	105	462	409	1 923	1 978
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	81	77	148	148	164
Coordination du travail gouvernemental	32	34	76	66	78
Protection des droits et libertés	4	4	17	17	16
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	44	39	54	65	70



Mois de février	Cumul à fin février 2018		Cumul à fin février 2017 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	941	890	2 444	2 253	2 203
Infrastructures et services de transports	104	463	179	662	402
Affaires maritimes ⁽²⁾	6	5	66	17	19
Paysages, eau et biodiversité	9	8	11	10	34
Expertise, information géographique et météorologie	103	0	223	121	122
Prévention des risques	479	9	486	25	26
Energie, climat et après-mines	10	3	102	94	247
Service public de l'énergie	1	167	709	709	756
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	230	234	667	615	598
ECONOMIE	86	144	310	231	246
Développement des entreprises et régulations ⁽²⁾	37	96	216	139	157
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	34	35	66	67	63
Stratégie économique et fiscale	14	13	28	25	26
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	52	32	325	305	400
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	32	32	263	263	244
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	7	7	6
Epargne	20	0	55	35	33
Majoration de rentes	0	0	0	0	117
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 062	5 816	12 388	11 949	11 638
Enseignement scolaire public du premier degré	1 834	1 834	3 640	3 637	3 573
Enseignement scolaire public du second degré	2 766	2 771	5 556	5 553	5 400
Vie de l'élève	592	352	1 213	884	846
Enseignement privé du premier et du second degrés	595	584	1 376	1 351	1 324
Soutien de la politique de l'éducation nationale	163	152	369	308	293
Enseignement technique agricole	112	123	235	216	202
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	912	836	2 043	1 768	1 719
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	636	626	1 518	1 336	1 318
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	72	56	170	161	156
Facilitation et sécurisation des échanges	127	123	249	234	219
Fonction publique	76	31	106	37	26
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	58	73	255	201	178
Immigration et asile	55	26	205	154	143
Intégration et accès à la nationalité française	3	47	50	47	35
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	3 485	919	3 485	919	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	650	108	650	108	0
Valorisation de la recherche	1 850	196	1 850	196	0
Accélération de la modernisation des entreprises	985	615	985	615	0
JUSTICE	776	688	1 571	1 432	1 385
Justice judiciaire	384	323	681	624	579
Administration pénitentiaire	241	267	481	513	520
Protection judiciaire de la jeunesse	95	68	182	118	117
Accès au droit et à la justice	3	3	127	126	115
Conduite et pilotage de la politique de la justice	53	26	100	51	54
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	32	18	96	83	39
Presse et médias	24	14	88	79	36
Livre et industries culturelles	8	4	8	4	3
OUTRE-MER	1 051	444	1 070	468	460
Emploi outre-mer	1 032	417	1 052	432	400
Conditions de vie outre-mer	19	27	18	37	61



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2018		Cumul à fin février 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	0	0	992	992	991
Présidence de la République	0	0	103	103	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	14
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2 811	2 003	22 584	6 429	6 662
Formations supérieures et recherche universitaire	44	46	12 456	3 184	3 154
Vie étudiante	929	244	1 593	493	543
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	1 535	1 132	5 652	1 323	1 420
Recherche spatiale	0	65	1 567	650	545
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	102	398	1 016	603	843
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	182	87	246	122	120
Recherche duale (civile et militaire)	0	13	13	13	0
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	2	1	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	17	17	39	39	35
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	521	5 078	1 453	1 515
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	339	3 079	956	946
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	158	138
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 243	339	431
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-3	59	-124	59	57
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-14	45	-117	45	39
Concours spécifiques et administration	11	14	-7	14	18
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 242	8 239	15 413	15 395	12 813
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 814	7 811	14 428	14 410	12 101
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	428	428	985	985	712
SANTE	1 135	377	1 169	390	298
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	321	51	355	65	15
Protection maladie	814	325	814	325	283
SECURITES	1 670	1 594	3 790	3 247	3 050
Police nationale	850	859	1 816	1 716	1 627
Gendarmerie nationale	790	700	1 598	1 462	1 366
Sécurité et éducation routières	2	1	4	3	3
Sécurité civile	28	34	373	67	53
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	1 491	2 217	17 240	3 383	3 305
Inclusion sociale et protection des personnes	75	944	5 723	946	873
Handicap et dépendance	1 339	1 205	10 782	2 150	2 137
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	2
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	76	68	734	287	294
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	54	174	648	188	193
Sport	40	50	142	57	81
Jeunesse et vie associative	14	112	450	115	111
Jeux olympiques et paralympiques 2024 ⁽¹⁾	0	13	56	16	0
TRAVAIL ET EMPLOI	4 191	1 569	6 426	2 822	3 437
Accès et retour à l'emploi	249	443	2 315	1 331	1 446
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	3 853	1 066	3 970	1 377	1 876
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	19	0	18	0	2
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	70	59	123	113	114
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	36 838	32 488	121 822	69 162	66 149
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	28 596	24 249	106 409	53 767	53 336

⁽¹⁾ Création en LFI 2018

⁽²⁾ Changement de libellé en LFI 2018

⁽³⁾ Regroupement des missions "Egalité des territoires et logement" et "Politique des territoires" supprimées en LFI 2018



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	13 114	18 306	17 797	17 797
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	180	320	280	280
Impôt sur les sociétés (C)	298	1 348	1 358	1 358
Impôt sur les sociétés	293	1 325	1 333	1 333
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	5	23	25	25
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	313	698	630	630
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	34	168	163	163
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	99	165	222	222
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière ⁽²⁾	48	180	140	140
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	0	1	2	2
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	3	5	5
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	17	13	13
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité ⁽¹⁾	88	92	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	2	2
Recettes diverses	36	70	81	81
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	-696	586	1 505	1 505
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 701	36 659	35 291	35 291
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 179	5 550	5 215	5 215
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	37	111	103	103
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	28	32	32
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	2	4	4	4



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	146	472	294	294
Mutations à titre gratuit par décès	779	1 615	1 638	1 638
Contribution de sécurité immobilière	54	133	115	115
Autres conventions et actes civils	44	89	90	90
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	35	83	64	64
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	8	23	25	25
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	12	25	33	33
Timbre unique	47	88	90	90
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	529	1 918	1 885	1 885
Autres droits et recettes accessoires	4	10	1	1
Amendes et confiscations	2	7	4	4
Taxe générale sur les activités polluantes	3	24	2	2
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	62	67	63	63
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	9	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	8	8	8
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	1	1	1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	162	330	341	341
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	56	103	96	96
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	69	35	35
Prélèvement sur les paris sportifs	26	58	37	37
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	6	11	10	10
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	92	215	198	198
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	22	50	36	36
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	31 089	63 466	62 077	62 077
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	22 851	48 072	49 264	49 264



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2018	2017 retraité	2017 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	74	112	125	125
Revenus du domaine public non militaire	17	27	12	12
Autres revenus du domaine public	0	1	39	39
Revenus du domaine privé	9	33	0	0
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	47	47	53	53
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	2	18	18
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	2	3	3
Produits de la vente de biens et services (C)	56	138	110	110
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1	2	1	1
Autres frais d'assiette et de recouvrement	54	133	107	107
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	0	1	1
Autres recettes diverses	1	2	2	2
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	17	30	39	39
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	10	11	11	11
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	1	1
Intérêts des autres prêts et avances	2	2	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	4	14	15	15
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	3	9	9



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	100	183	227	227
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	63	63	95	95
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	2	2	2
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	1	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	33	68	80	80
Frais de poursuite	1	1	2	2
Frais de justice et d'instance	1	2	2	2
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	73	202	280	280
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	4	2	2
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	12	25	23	23
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	1	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	1	1
Récupération d'indus	3	4	5	5
Recouvrements après admission en non-valeur	10	21	21	21
Divers versements de l'Union européenne	6	6	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	8	4	4
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	4	10	10
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	17	66	54	54
Produits divers	1	3	123	123
Autres produits divers	16	55	35	35
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	320	665	781	781



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 559	-4 965	-5 958	-5 958
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 051	-4 111	-5 133	-5 133
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-1	-2	-2
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-224	-318	-225	-225
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-1	-3	-3
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	-25	-25
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-1	-1
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-267	-518	-555	-555
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-17	-17	-14	-14
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 851	-4 543	-3 426	-3 426
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 410	-9 509	-9 384	-9 384
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	94	174	652	652
Fonds de concours - coopération internationale	15	24	36	36
TOTAL FONDS DE CONCOURS	108	198	687	687



unité : million d'€.

	Mois de février		Cumul à fin février					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	6 479	7 993	11 172	10 135	14 791	13 690	3 619	3 556
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	31	0	4	81	56	81	51
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	9	131	17	14	231	229	214	215
Développement agricole et rural	0	4	0	0	7	6	7	6
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0	31	0	19	62	62	62	44
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	2	0	40	27	4	27	-36
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	18	22	32	24	59	39	27	15
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	40	700	40	2	703	1 241	663	1 240
Pensions	4 659	4 658	9 330	9 181	10 910	10 596	1 580	1 415
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	49	0	0	348	358	348	358
Transition énergétique	1 754	2 363	1 754	851	2 363	1 099	609	248
Comptes de concours financiers	16 835	3 688	25 657	24 173	7 498	7 223	-18 159	-16 949
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	8 105	9	8 105	6 984	9	17	-8 096	-6 967
Avances à l'audiovisuel public	325	183	649	655	389	371	-260	-284
Avances aux collectivités territoriales	8 386	3 423	16 857	16 487	7 021	6 696	-9 836	-9 791
Prêts à des Etats étrangers	20	74	46	46	78	73	32	26
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	66	0	66
Comptes de commerce	150	460	543	949	954	4 892	411	3 944
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	35	57	74	62	64	70	-9	8
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	14	24	25	26	27	3	2
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	2	2	2	2	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	24	45	28	55	101	80	73	24
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	55	229	297	586	635	635	338	49
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	2	0	0	0	-2
Opérations commerciales des domaines	3	3	5	5	5	6	0	1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	4	4	3	5	-1	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	17	111	110	207	117	4 068	8	3 861
Comptes d'opérations monétaires	128	60	199	61	124	74	-75	13
Emission des monnaies métalliques	27	7	29	13	20	25	-9	12
Opérations avec le Fonds Monétaire International	101	52	169	0	103	49	-66	49
Pertes et bénéfiques de change	0	0	0	48	0	0	0	-48
TOTAL COMPTES SPECIAUX	23 593	12 201	37 571	35 317	23 367	25 881	-14 204	-9 437
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	23 492	12 149	37 402	35 317	23 263	25 832	-14 138	-9 486



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2018
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	431	99	530
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	429	32	461
	Total organismes à caractère financier	870	131	1 002
	CEPL			
	Régions	2 304	-418	1 886
	Départements	6 292	-1 384	4 908
	Communes	24 371	-1 421	22 950
	HLM	343	-54	289
	Autres	23 822	-322	23 500
	Total CEPL	57 132	-3 599	53 533
	Etablissements publics de santé	5 103	51	5 154
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 416	842	12 258
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 209	100	4 310
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 232	1 078	4 310
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 171	228	1 399
	Total établissements publics nationaux	20 029	2 248	22 277
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	9 155	503	9 658
	Union européenne	3 767	-2 467	1 300
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés			
Fonds et Fondations	56	0	56	
GIP	780	-46	734	
EPL	2 371	469	2 840	
Autres correspondants	7 745	-1 099	6 645	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	49	-49	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 001	-726	10 275	
Total Dépôts de fonds du Trésor	107 058	-3 859	103 199	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-6	12
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	-6	12
Total Passif (A)		107 076	-3 864	103 211
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		107 075	-3 864	103 211



	Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2018
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 686 132	18 685	1 704 817
Titres négociables à moyen et long terme	1 559 659	14 822	1 574 481
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 559 659	14 822	1 574 481
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 357 885	9 993	1 367 878
- <i>taux variable</i>	181 658	4 653	186 311
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	126 473	3 863	130 336
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	126 473	3 863	130 336
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 169	-313	6 856
TOTAL (A+B+C)	1 693 301	18 372	1 711 674



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2017 exécutés » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2017 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2017 exécuté ». Ces chiffres seront corrigés, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2018.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Dépôts de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrevements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.